

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer un montant minimum de 500 \$ pour chaque caisse affiliée ou non affiliée et qui est exigible de la fédération pour une caisse affiliée et de la caisse si elle est non affiliée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances:

QUE les frais engagés pour l'application de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit pour l'année fiscale 1999-2000 soient déterminés à un montant de 2 920 429 \$ à être répartis, en 2000-2001, entre les caisses non affiliées et les fédérations;

QUE le montant minimum de ces frais pour chaque caisse affiliée et non affiliée soit fixé à un montant de 500 \$ et soit exigible de la fédération pour une caisse affiliée et de la caisse si elle est non affiliée.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35202

Gouvernement du Québec

Décret 1361-2000, 22 novembre 2000

CONCERNANT le montant payable par l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec pour la période du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000

ATTENDU QU'en vertu de l'article 164 de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73.1), le gouvernement détermine le montant que l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec doit verser annuellement à l'inspecteur général des institutions financières pour l'application de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de déterminer le montant engagé pour l'application de la Loi sur le courtage immobilier pour la période du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000 au montant de 69 241 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre des Finances:

QUE le montant à verser pour l'application de la Loi sur le courtage immobilier pour la période du 1^{er} avril 1999 au 31 mars 2000 soit déterminé à un montant de 69 241 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35203

Gouvernement du Québec

Décret 1362-2000, 22 novembre 2000

CONCERNANT la nomination de madame Louise Bourdeau, comme juge à la Cour du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la ministre de la Justice:

QUE madame Louise Bourdeau de Longueuil, juge à la Cour municipale de Montréal, soit nommée en vertu de l'article 86 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), durant bonne conduite, par commission sous le grand sceau, juge à la Cour du Québec, pour exercer la compétence prévue par les articles 81, 82 et 83 de la Loi sur les tribunaux judiciaires dans tout le territoire du Québec, avec effet à compter du 6 décembre 2000;

QUE le lieu de résidence de madame Louise Bourdeau soit fixé dans la Ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35204

Gouvernement du Québec

Décret 1363-2000, 22 novembre 2000

CONCERNANT l'approbation du budget supplémentaire du Tribunal administratif du Québec et les modalités de financement supplémentaire pour l'exercice 2000-2001

ATTENDU QUE l'article 94 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3) prévoit notamment que les prévisions budgétaires du Tribunal administratif du Québec sont soumises à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 507-2000 du 19 avril 2000, le gouvernement a approuvé le budget du Tribunal pour l'exercice financier 2000-2001 pour un montant de 25 690 400 \$, soit un budget de dépenses de 24 688 700 \$ et un budget d'investissement de 1 001 700 \$;

ATTENDU QUE des dépenses additionnelles devront être assumées par le Tribunal à la suite de l'adoption du décret 713-2000, du 14 juin 2000, concernant les règles relatives à la révision des traitements des titulaires d'un emploi supérieur y incluant les membres du Tribunal administratif du Québec;

ATTENDU QUE l'article 97 de cette loi prévoit que les sommes requises pour le fonctionnement du Tribunal sont prises sur le fonds du Tribunal, constitué notamment des sommes versées par la ministre et prélevées sur les crédits alloués annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale;

ATTENDU QU'il est opportun que le budget du Tribunal pour l'exercice financier 2000-2001 soit ajusté par l'affectation des surplus accumulés du fonds du Tribunal au 31 mars 2000;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice :

QUE le budget supplémentaire du Tribunal administratif du Québec pour l'exercice financier 2000-2001 soit approuvé pour un montant de 700 000 \$ portant le budget total à 26 390 400 \$, soit un budget de dépenses de 25 388 700 \$ et un budget d'investissement de 1 001 700 \$;

QUE le budget supplémentaire soit financé par l'affectation de 700 000 \$ des surplus accumulés au 31 mars 2000 du fonds du Tribunal administratif du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35205

Gouvernement du Québec

Décret 1364-2000, 22 novembre 2000

CONCERNANT la désignation de madame Michèle LaSanté comme Éditrice officielle du Québec

ATTENDU QUE l'article 22 de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics (L.R.Q., c. S-6.1) prévoit que le gouvernement désigne, parmi les membres du personnel du ministère ou de l'organisme désigné conformément à l'article 6 de cette loi, une personne, ayant rang d'administrateur d'État, pour agir comme Éditeur officiel du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1128-96 du 11 septembre 1996, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration a été désigné, conformé-

ment à l'article 6 de cette loi, comme le ministère qui met des membres de son personnel à la disposition du ministre responsable de l'application de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1075-98 du 21 août 1998, monsieur André D'Astous, sous-ministre associé au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, administrateur d'État II, a été désigné pour agir comme Éditeur officiel du Québec et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration :

QUE madame Michèle LaSanté, sous-ministre adjointe au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, administratrice d'État II, soit également désignée pour agir comme Éditrice officielle du Québec, à compter du 27 novembre 2000, en remplacement de monsieur André D'Astous.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

35206

Gouvernement du Québec

Décret 1365-2000, 22 novembre 2000

CONCERNANT l'autorisation à Hydro-Québec d'acquérir par voie d'expropriation des servitudes de passage de la compagnie Les Chemins de fer Québec-Gatineau inc. requises pour la transmission et la distribution d'énergie

ATTENDU QU'Hydro-Québec tente d'acquérir depuis 1998 des servitudes de passage au-dessus des emprises de la compagnie Les Chemins de fer Québec-Gatineau inc. pour le passage des installations électriques déjà construites, afin d'en assurer la pérennité;

ATTENDU QUE les négociations engagées par Hydro-Québec avec cette compagnie afin d'acquérir des servitudes de passage se sont avérées infructueuses;

ATTENDU QU'Hydro-Québec désire acquérir par voie d'expropriation des servitudes de passage de la compagnie Les Chemins de fer Québec-Gatineau inc. sur le territoire ci-après défini :